

APPEL DU PCF au rassemblement pour les européennes 2009

La crise financière et systémique qui déferle sur l'économie mondiale place toutes les forces de gauche européennes face à un défi : celui de se hisser à la hauteur des enjeux de l'heure, en produisant les idées et en rassemblant les forces à même de disputer aux dirigeants en place les choix stratégiques à faire pour s'attaquer aux racines du mal et changer radicalement de cap.

Cette situation valide en tous points l'ambition que nous avons pour cette échéance électorale :

celle de faire en sorte qu'une part significative de cette vague de contestation s'exprime à cette occasion par un vote pour des candidates et des candidats porteurs d'un réel projet de transformations profondes, de refondation, de la construction européenne, et non se perdre dans l'un des multiples dérivatif qui lui seront vraisemblablement proposés.

Cet objectif est réaliste :

trois ans et demi après le vote de rejet du projet de traité constitutionnel, le sentiment de révolte contre l'« économie de marché ouverte où la concurrence est libre » et la Banque centrale européenne n'a fait que s'exacerber, et la volonté de voir émerger un autre type d'« Europe » que s'affirmer. Cette volonté de changement se nourrit, jour après jour, des puissantes luttes sociales qui se multiplient dans notre pays ; des salariés de l'automobile aux enseignants, des agents et usagers de la Poste à ceux des hôpitaux. Luttés nationales et actions pour changer l'Europe sont, de nos jours, indissociables. Elles peuvent, aujourd'hui s'ouvrir un nouvel espace.

Mais pour autant, rien n'est acquis !

Les opérations politico médiatiques qui s'annoncent, tout comme la perversité du mode de scrutin, ne joueront évidemment pas en faveur de la campagne citoyenne, large et sérieuse qu'appelle l'ambition que nous nourrissons de faire de ce scrutin un moment majeur du combat pour changer l'Europe. De plus, l'activisme de Nicolas Sarkozy pour sauver le système lui permet d'entretenir, pendant un temps, l'image mystificatrice de quasi-opposant à l'ordre libéral, au moment même où il l'applique en France avec une brutalité inouïe !

Dans ces conditions, beaucoup va, en fait, dépendre de la stratégie que nous saurons mettre au service de notre ambition politique.

Elle doit répondre en particulier à trois exigences : promouvoir des idées réellement transformatrices ; réaliser autour d'elles le rassemblement le plus large possible ; donner à la campagne une forte dimension européenne.

Les idées.

À partir de tous les apports dont nous bénéficions, il s'agit de dégager quelques axes structurants, rompant avec les dispositions des traités que nous avons combattus en 2005, et dont l'expérience vient de confirmer la portée désastreuse : interdiction de toute entrave à la libre circulation des capitaux ; « concurrence libre et non faussée » ; libéralisation des services publics ; pacte de stabilité rationnant les dépenses publiques et sociales ; statut, missions et politique monétaire de la Banque centrale européenne au service de la domination des marchés financiers... Ces axes doivent, plus généralement dessiner les contours d'une vision alternative de la construction européenne et comporter des éléments précis,

cohérents, opérationnels qui rendent cette vision pleinement crédible.

Une vision dans laquelle le plus grand nombre soit en mesure de se reconnaître, car on ne peut envisager de changer l'Europe dans l'indifférence, voire l'hostilité d'une majorité de citoyennes et de citoyens.

C'est naturellement le cas de l'exigence d'un nouveau modèle social européen, fondé notamment sur la sécurisation de l'emploi, la formation et la qualification, de bons salaires ainsi qu'une protection sociale de haut niveau et des services publics modernes.

C'est le cas - aujourd'hui vraisemblablement plus que jamais - de la mobilisation de toutes les institutions et de tous les instruments pertinents - BCE et Banque européenne d'investissement grâce à un système de « crédit sélectif » ; pôles publics financiers ; taxe sur les mouvements de capitaux ; fonds structurels... - pour réorienter l'argent vers l'emploi et la production de richesses utiles à la société, avec des critères d'efficacité économique et sociale opposés à la rentabilité.

La même ambition doit s'appliquer à la réponse aux défis écologiques ; à la promotion d'une vraie dynamique démocratique - revalorisation des parlements nationaux et du Parlement européen par rapport à la Commission ; démocratie participative, droits des salariés et des citoyens ; droit à l'égalité effective des genres ; droits des migrants... - ainsi qu'au rôle de l'Union européenne sur la scène internationale. Sa raison d'être, aujourd'hui, est de rompre avec les logiques du FMI, de la Banque mondiale et de l'OMC. Elle est d'agir pour un nouvel ordre économique et financier, y compris une authentique monnaie commune mondiale au service du développement. Elle est, dans le même temps, de s'engager en faveur d'un monde de paix, et notamment de la démilitarisation des relations internationales, du bannissement des rapports de domination, et de la construction d'un réseau de coopérations internationales le plus large possible pour en finir avec les inégalités criantes de développement et conjurer les menaces qui pèsent sur l'avenir de la planète.

Des formes de consultation et de co-élaboration publiques de ces grands axes, en prise avec les luttes sociales, avec celles et ceux qui s'inscrivent dans ces objectifs, permettraient d'assurer leur meilleure adéquation aux attentes.

Le rassemblement.

Prenant toute la mesure de la gravité des conséquences de cette crise systémique pour notre peuple comme pour l'ensemble des peuples si des transformations profondes ne commencent pas, d'urgence, à être entreprises, **le Parti communiste français prend l'initiative de lancer un appel aux forces politiques et sociales, aux femmes et aux hommes représentatifs des courants politiques progressistes, comme du mouvement syndical, social et**

associatif, dans toute leur diversité, qui partagent de tels objectifs et se reconnaissent dans cette démarche.

Il s'adressera dans la plus grande transparence aux interlocuteurs concernés : travaillons ensemble à favoriser auprès de nos concitoyennes et de nos concitoyens l'expression des convergences les plus larges autour de ces exigences de changements ! Travaillons ensemble à créer la dynamique politique de gauche qu'appelle aujourd'hui la situation faite à notre peuple et aux peuples en général !

Ces convergences devraient se refléter tant dans des propositions communes audacieuses, dans des initiatives publiques, que dans la composition des listes - jusque et y compris dans le choix des têtes de listes.

Il s'agit de créer les conditions de l'élection du maximum de député-e-s en faveur d'une réorientation profonde de la construction européenne, avec, parmi eux, des députés communistes, notamment dans les deux circonscriptions où le PCF a un élu sortant. La campagne électorale doit surmonter le risque d'atomisation suscité par le mode de scrutin, en se déroulant dans les faits, non circonscription par circonscription, mais, tous candidats et candidates réunis, à l'échelle du pays tout entier.

La dimension européenne de la campagne.

L'acquis substantiel que représente le tissu de relations nouées au sein du Parti de la Gauche européenne, du groupe de la « Gauche unitaire européenne - Gauche verte nordique » du Parlement européen, et plus généralement, avec nombre de militants, d'élus, de personnalités des autres pays européens, doit être valorisé durant cette période sous toutes les formes possibles. Cette innovation donnera à la campagne un surcroît de crédibilité et de souffle.

Elle contribuera à illustrer ce que nous entendons par ce « Front progressiste européen » que nous voulons contribuer à constituer.

Un front au demeurant ouvert au dialogue et à la coopération avec les progressistes d'autres régions du globe, qui agissent d'ores et déjà avec nous pour améliorer le destin commun de nos peuples et travailler à changer le monde.



**Le Parti communiste
au coeur
des rassemblements
populaires et citoyens
pour changer
les politiques
en France et en Europe**

Fédération PCF des Bouches du Rhône
280 rue de Lyon 13015 Marseille
tél : 04 95 05 10 10 / fax : 04 95 05 10 10
e.mail : contact@bdr13.pcf.fr - www.bdr13.pcf.fr